

CESSION DE DJEZZY ET LANCEMENT DE LA 3G, SELON BENHAMADI

Dans moins d'un mois

La téléphonie mobile de 3^e génération sera lancée après l'acquisition de Djazzy d'ici deux à trois semaines. C'est la date que le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication a annoncée jeudi dernier.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - S'exprimant en marge d'une rencontre d'évaluation organisée par une commission sectorielle de l'Assemblée populaire nationale (APN), Moussa Benhamadi a ainsi déclaré que le lancement de la 3G «se fera juste après l'acquisition de Djazzy par l'Etat, dans deux à trois semaines». Le ministre des TIC a déclaré précisément que «pour préserver les intérêts de l'Etat et parce que Djazzy sera, dans trois semaines au plus tard, une société algérienne à hauteur de 51%, mais aussi pour ne pas priver cet opérateur d'accéder au marché de la téléphonie mobile de troisième génération, nous avons décidé du report du lancement de la 3G».

Comment Benhamadi justifie le report

A ce propos, le ministre des TIC a reconnu de facto, le retard pris à lancer ce service alors qu'il est déjà opérationnel ailleurs, notamment en Afrique. «Nous avons reporté le lancement de la téléphonie mobile de troisième génération et avons attendu plus d'une année, compte tenu de l'importance de l'opération d'acquisition de la société Djazzy pour le secteur et l'économie nationale», dira Moussa Benhamadi.

Selon l'hôte de l'APN, le ministère n'était pas en mesure de lancer la 3G en septembre 2011 (date limite fixée précédemment) «pour la simple raison que l'Etat avait décidé d'acquérir, à hauteur de 51%, Djazzy qui compte plus de 16 millions d'abonnés». En ce sens, il a rappelé que la

législation algérienne interdisait à tout opérateur d'accéder au marché de la téléphonie mobile de troisième génération «si ce dernier est en état de mise en vente ou connaît un changement des principaux actionnaires, cas de Djazzy actuellement».

Le communiqué de l'ARPT, objectif selon le ministre

Toutefois, M. Benhamadi a indiqué que le «processus administratif a été enclenché», en ajoutant que les «dossiers administratifs et techniques concernant le lancement de la 3G ont été élaborés». A ce propos, le ministre des TIC a affirmé de la sérénité par rapport au communiqué rendu public, mardi dernier par l'autorité de régulation sectorielle et qui affirmait que l'ARPT n'avait pas encore été saisie sur ce dossier, évoquant tacitement une précipitation ministérielle dans cette affaire.

Il s'agit d'une «démarche objective qui rappelle les procédures administratives permettant l'ouverture de cette nouvelle technologie en Algérie», observe Moussa Benhamadi, cherchant certainement à clarifier le rapport avec l'Autorité sectorielle.

L'ARPT en attente de saisine

Dans un communiqué, celle-ci précisait en effet, qu'elle attendait d'être saisie «officiellement» par le ministère de la Poste et des TIC sur ce dossier. Il «reste maintenant, aux fins de respecter la procédure écrite et formelle édictée par les textes de loi (loi n° 2000- 03 du 5 août 2000 fixant les règles relatives à la poste



Photo : Samir Sid

Benhamadi annonce que le processus administratif a été enclenché.

et aux télécommunications et décret n° 01-124 du 9 mai 2001 relatif à la procédure applicable à l'octroi de licences de télécommunications), à poursuivre le processus qui consiste à ce que l'ARPT soit saisie officiellement aux fins de consultation, par le ministre en charge des télécommunications, conformément aux textes sus-évoqués, du projet définitif de dossier d'appel à la concurrence».

Ajoutant de la confusion au débat, l'ARPT indique en outre, dans son communiqué que les travaux menés jusqu'ici sur le dossier 3G «l'ont été dans le cadre d'un groupe de travail mixte informel MPTIC/ARPT au sein duquel les propositions émanant de chacune des parties ont été discutées».

L'Autorité explique les procédures à respecter

«Selon ces textes, le ministre en charge des télécommunications éla-

bore le dossier d'appel à la concurrence comprenant l'appel à la concurrence, le règlement d'appel à la concurrence et le cahier des charges», relève l'autorité de régulation, qui explique qu'une fois élaboré, ce dossier est transmis formellement selon une procédure écrite, à l'autorité de régulation aux fins de consultations.

Celle-ci (ARPT) émet un avis sous forme écrite et le transmet au ministre en charge des télécommunications qui peut ou non tenir compte dudit avis.

L'ARPT précise que le ministre en charge des télécommunications «décide alors de lancer l'appel d'offres, en transmettant à l'autorité de régulation le dossier définitif d'appel à la concurrence lequel comprend, pour rappel, l'avis d'appel à la concurrence, le règlement d'appel à la concurrence et le cahier des charges». «L'autorité de régulation

lance, alors, officiellement pour le compte du gouvernement l'appel d'offres, qui, au travers d'un calendrier précis qu'elle décide, aboutit au choix du ou des candidats», ajoute le communiqué.

La cession de Djazzy finalisée ?

En avançant ainsi une date pour le lancement, Moussa Benhamadi entend prouver le sérieux de son département et démontrer qu'il assume ses responsabilités, ce que les précisions de l'ARPT ont semblé pourtant remettre en cause. Par ailleurs, les propos du ministre des TIC laissent entendre que la cession de Djazzy à l'Etat algérien a été enfin finalisée et qu'elle sera effective d'ici deux à trois semaines.

En d'autres termes, Orascom Télécom Algérie sera détenue au moins à 51% par l'Etat algérien même si le montant de la transaction ainsi que les modalités juridiques de la cession restent à connaître. Voire, les difficultés subies par l'opérateur en matière de commerce extérieur ont été donc surmontées, permettant à Djazzy d'être prêt techniquement au développement de la 3G.

Certes, des informations ont circulé récemment sur l'aboutissement des négociations enclenchées depuis plus d'une année entre le ministère des Finances et la société russe Vimpelcom, propriétaire de Djazzy. Toutefois, aucune réaction officielle n'avait encore émané de la partie algérienne.

En avançant un calendrier, le ministre des TIC a-t-il anticipé sur l'annonce de la date de cession de Djazzy — une question sur laquelle le ministère des Finances est censé être le seul habilité à se prononcer — ou a-t-il été en ce sens mandaté ? La question mérite réponse.

C. B.

CHAKIB, CAHUZAC, L'INFANTE D'ESPAGNE, TAPIE, SARKOZY, LAGARDE, BRUXELLES FACE À LA MONDIALISATION DU GRAND BANDITISME

Vers la naissance de l'internationale de la justice

Chakib Khelil, l'infante d'Espagne, Cahuzac, Sarkozy, Bettencourt, Lagarde, Tapie, Berlusconi, etc., sera-ce la naissance d'une internationale de la justice ?

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

S'il est vrai que ce qui est reproché à l'ex-ministre du Budget français est du pipi de chat par rapport à ce que les juges italiens, canadiens et une partie de la presse algérienne soupçonnent comme détournements de fonds commis par notre Chakib Khelil national, il n'en reste pas moins, selon plusieurs médias européens, que quelque chose a bougé dans le royaume des sales combines en ces temps de mondialisation-malversations. Les grandes escroqueries financières et les montages argentés dans les paradis fiscaux, les virements bidon et les sociétés offshore seront, dorénavant, de plus en plus traqués, devinés, sus. Une véritable internationale de la justice est en train de faire son apparition et n'épargne plus personne. Malheur aux débusqués !

Des juges et des journalistes écœurés par la rapine et les grosses escroqueries des régnants, et qui, en fait, exercent, tout simplement leur métier semblant avoir trouvé le filon, le chemin qui mène tout droit au banc des accusés de la racaille. Y a-t-il concertation internationale entre ces juristes ? Ou s'agit-il, tout bonnement, d'une

coordination informelle ? Peut-être que les juges et les journalistes, d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, ne voulant plus laisser mourir une affaire, lui redonnent vie et vigueur dès que le couvercle politique se met en place pour étouffer, botter en touche, remballer, reporter à l'infini, aux calendes grecques ou pire... algériennes !

Dans cet ordre d'idées, il est vain et suicidaire pour la justice algérienne, indépendante ou pas, de rester en marge de cette évolution induite par la mondialisation, c'est-à-dire les échanges des bons et mauvais côtés.

Croire que l'on peut importer tout d'ailleurs (blé, orge, voitures, pièces de rechange, chocolat, fruits et légumes, viandes rouges et blanches (d'Argentine, d'Australie, d'Inde), médicaments, métro, rails de métro, patates du Canada (au temps de Belkhadem, Premier ministre, ah la belle blague !), de la main-d'œuvre, de l'encadrement, des entraîneurs de foot, du ciment, du rond à béton, demain, sans doute, de l'huile d'olive (Grèce, Italie, Espagne), des dattes (Tunisie, Irak, Arabie saoudite), des armes, des avions de combat et civils, des usines clefs en main, du papier journal, des imprimeries, des imprimantes, du miel, des sacs-

poubelles, des tenues sportives, des fringues, de l'information, des images télévisées, des fetwas, des hadiths, de l'exégèse, de l'explication du texte coranique, ...) et ne pas être dans la chaîne de distribution de justice mondiale est erroné. Impossible. Inimaginable.

Argument-argutie lu quelque part dans la presse algérienne. Certains ex-responsables seraient hors d'atteinte parce qu'ils bénéficieraient d'une autre nationalité (américaine et/ou française, notamment). Irrecevable. Avec un bon dossier d'appui, le contraire de ce qui a été fait concernant Khalifa — était-ce sciemment ? — aucun pays au monde ne peut protéger un voleur, un dilapideur de biens, un escroc. Soit il accepte de l'extrader, soit le bonhomme (ex. Chakib Khelil, s'il est coupable, et si l'Algérie le pourrait, pas évident du tout). Les USA ne pourront pas, à supposer qu'ils le veulent, ne pas s'intéresser à notre ex-Monsieur gaz et pétrole. Un diplomate à Bruxelles le confirme avec sa formule : «Les Américains protègent leurs agents et non pas les voleurs, même s'ils sont leur compatriotes.»

Dans ce réseau multinational de la traque du banditisme d'affaires et du vol à chèque armé, du détournement massif du bien d'autrui, dans notre cas, de la pratiquement seule richesse nationale, l'Algérie ne peut pas, ne doit pas rester en rade. Des avocats brillants (Brahimi,

Mokrane Aït Larbi, Benarbia, Zouaoui Laïd et tant d'autres encore), des juges intrépides et honnêtes, ils sont beaucoup plus nombreux que l'on croit, des procureurs écœurés existent et peuvent caser, en droit et dans les faits, la spirale de l'impunité. Des Italiens l'ont fait, des Français l'ont fait, des Espagnols l'ont fait, des Argentins l'ont fait, des Chiliens aussi. Des Brésiliens et ceux du Venezuela, de l'Afrique du Sud. Plus près de nous, les Tunisiens et les Egyptiens, lorsque les mouvements de changement sentaient le jasmin et el foul et non pas comme c'est le cas l'islamisme destructeur, ont eux aussi mis à mal les grandes industries de la corruption de Moubarak et de Ben Ali. Le titre de l'article «Bruxelles face aux affaires

Chakib-Cahuzac» se justifie en ce sens que même si des solidarités de clans, des intérêts de groupes et des destins croisés protègent un homme puissant, c'était le cas de Jérôme Cahuzac en France, lorsque des hommes déterminés font leur boulot, la fin du bandit devient naturelle, un processus logique, une affaire de procédures... Alors ? Sonatrach I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, qu'importe ! Pourvu qu'il y ait justice, que le droit passe.

El Khayam, poète persan : «Qu'importe le flacon, pourvu qu'il y ait l'ivresse.»

Nous parlons, ici, de l'ivresse de la justice. Bruxelles-Europe sait que le dossier Khelil est explosif. Tant mieux.

A. M.

EXPLOSION D'UNE BOMBE

À MIZRANA

Quatre militaires blessés

Quatre militaires ont été blessés, dont un grièvement, jeudi 4 avril par l'explosion d'une bombe de fabrication artisanale, non loin du village Tikouache, extrême nord de la commune de Mizrana (Tizi-Ouzou).

Les militaires qui débroussaillaient les alentours immédiats d'une piste forestière, ont été surpris vers midi, par la déflagration de l'engin qui a été probablement déposé sur les lieux, depuis longtemps.

On a appris, par ailleurs, que si pour trois des victimes, leurs blessures seraient légères, il n'en a pas été de même pour la quatrième, qui elle, a été malheureusement amputée d'une jambe.

K. B.